

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 11/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE

Vallée Gauthier

60250 Bury

Références : IC-R/0291/23-NEC
Code AIOT : 0005106528

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2023 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE implanté Site de SOVALD Val Gauthier 60250 Bury. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection fait suite à la réception, le 7 juillet 2023, d'un courrier de la société SUEZ ORGANIQUE qui a réceptionné le 23 juin 2023 le rapport d'inspection consécutif à une visite d'inspection réalisée le 5 juin 2023 sur le site sis Val Gauthier à Bury (60250). Ce rapport d'inspection était accompagné d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence. Par le courrier daté du 7 juillet 2023 et dans le délai de 15 jours qu'il lui était accordé, l'exploitant a adressé ses observations à l'encontre de ce projet d'arrêté préfectoral. L'inspection des installations classées s'est donc rendue sur le site le lundi 10 juillet afin de vérifier si les actions déjà engagées par l'exploitant pouvaient conduire à renoncer à la signature par Madame la Préfète du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence du fait de sa caducité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE
- Site de SOVALD Val Gauthier 60250 Bury
- Code AIOT : 0005106528
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le domaine d'activité principale de l'usine de BURY est le traitement de matières organiques (déchets non dangereux de catégorie 1, 2, 3, 7, 10, 15, 16, 19 et 20 de la nomenclature déchet – Cf. annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) en vue de favoriser le recyclage de matière.

Les activités exercées sur le site de Bury sont :

- le traitement de sous-produits organiques et minéraux, de bois, de déchets végétaux et transit de produit minéraux,
- la fabrication et l'épandage des composts et de condensats.

Les matières premières acceptées et traitées sur site sont : les boues urbaines, industrielles, d'élevage et agroalimentaires conformes à la réglementation en vigueur, les déchets minéraux (cendres de bois, carbonate de calcium), les déchets végétaux, les déchets de bois type palettes, cagettes, cartons (évacués vers les chaufferies de type 2910B) et les SPA (Sous-Produits Animaux). L'usine fait également du transit depuis 2014 pour des produits carbonatés répondant aux exigences de la norme Amendements minéraux basiques NFU 44-001. Ces produits carbonatés, sont stockés sur une aire bitumée et n'engendrent ni bruit ni odeur, donc pas d'impact sur l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite contradictoire APMD-AMPU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|--|---|-----------------------|
| 1 | Mesures immédiates conservatoires | Projet d'arrêté préfectoral du 23/06/2023, article 2.1 | Mise en demeure, respect de prescription | Mise en demeure, respect de prescription | Mesures pérennes |
| 5 | Rapport d'incident | Projet d'arrêté préfectoral du 23/06/2023, article 4 | Mise en demeure, respect de prescription | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 6 | Mise à jour de l'étude de dangers | Projet d'arrêté préfectoral du 23/06/2023, article 5 | Mise en demeure, respect de prescription | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|--|---|-----------------------|
| 7 | Remise en service de l'installation | Projet d'arrêté préfectoral du 23/06/2023, article 6 | Mise en demeure, respect de prescription | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 10 | Respect de dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008. | Projet d'arrêté préfectoral du 23/06/2023, article 9 | Mise en demeure, respect de prescription | Mise en demeure, respect de prescription | 12 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------|--|--|---------------------------------------|
| 2 | Éléments justificatifs | Projet d'arrêté préfectoral du 23/06/2023, article 2.2 | Mise en demeure, respect de prescription | Prescription d'ores-et-déjà respectée |
| 3 | Suspension d'activité | Projet d'arrêté préfectoral du 23/06/2023, article 2.3 | Mise en demeure, respect de prescription | Prescription d'ores-et-déjà respectée |
| 4 | Classement de l'incident | Projet d'arrêté préfectoral du 23/06/2023, article 3 | Mise en demeure, respect de prescription | Prescription d'ores-et-déjà respectée |
| 8 | Gestion des eaux d'extinction | Projet d'arrêté préfectoral du 23/06/2023, article 7 | Mise en demeure, respect de prescription | Prescription d'ores-et-déjà respectée |
| 9 | Gestion des déchets | Projet d'arrêté préfectoral du 23/06/2023, article 8 | Mise en demeure, respect de prescription | Prescription d'ores-et-déjà respectée |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déjà mis en oeuvre plusieurs actions demandées dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence proposé à la signature de Madame la Préfète suite au départ de feu intervenu début juin 2023 sur le site SUEZ ORGANIQUE situé sur la commune de Bury.

Toutefois les éléments communiqués par l'exploitant dans son courrier du 30 juin 2023 ne sont pas exhaustifs et les constats effectués lors de la visite d'inspection du 10 juillet 2023 ne permettent pas de remettre en cause la nécessité de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Par ailleurs certaines prescriptions de la partie "mesures d'urgence" ont été maintenues bien que les mesures soient mises en oeuvre. Ces dispositions sont conservées dans l'arrêté car elles doivent être maintenues dans le temps.

Le projet d'arrêté préfectoral annexé au rapport relatif à la visite d'inspection du 5 juin 2023 est modifié afin de prendre en considération les remarques de l'exploitant lors de la phase du contradictoire et les constats effectués par l'Inspection des installations classées le 10 juillet 2023.

Un nouveau projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint en ce sens au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures immédiates conservatoires

| |
|--|
| Référence réglementaire : Projet d'arrêté préfectoral du 23/06/2023, article 2.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : 2.1 - L'exploitant procède aux mesures immédiates suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la mise en sécurité des installations du site : surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès signalisée de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériaux, etc.) ;• les travaux de nettoyage des cases dédiées au stockage du compost fini et du refus de tri ;• la hauteur de tous les tas de stockage, que ce soit à l'intérieur du bâtiment dédié au process de compostage qu'à l'extérieur de ce dernier, est ramenée à 3 mètres ;• les allées de circulation à l'intérieur du bâtiment et sur les aires de stockage en extérieur sont dégagées de toute matière pouvant entraver la libre circulation sur ces dernières, notamment en cas d'intervention des services de secours et d'incendie. |
| Constats : Par mesure de précaution, l'exploitant a informé ses salariés de l'interdiction d'évoluer à pied dans les zones de stockage de compost. Des pictogrammes ont été affichés (photos n°1a et 1b de l'annexe 1). Les zones de stockage concernées ont été nettoyées (photos n°2a, 2b, 2c, 2d et 2e de l'annexe 1). Les tas ont été rabaissés pour atteindre une hauteur de 3 mètres (photos n°3a, 3b et 3c de l'annexe 1). Des piges avec un marquage à 3 m ont été installées, elles permettent de contrôler en tout temps la hauteur des stocks et de ne pas dépasser la hauteur maximale autorisée lors de la mise en alvéoles des produits. Les stocks en intérieur et en extérieur respectent la hauteur des 3 m. Les allées et voie de circulations ont été dégagées (photos n°4a et 4b de l'annexe 1). |
| Observations : Lors de la visite sur le terrain, il a été constaté que de nombreux murs ne mesurent que deux mètres de haut. L'exploitant (nouveau responsable d'exploitation arrivé en avril 2023) n'a pas été en mesure d'expliquer cette différence de hauteur car dans le DDAE et l'EDD, c'est bien une hauteur de trois mètres qui figure. Lorsque les murs ne font que deux mètres, il est très difficile pour le conducteur de la chargeuse de ne pas mettre de compost à cheval dans deux cellules. Cependant l'Inspection a pu vérifier qu'à chaque fois, il s'agit du même lot produit donc il n'y a pas de défaut de traçabilité. Les fiches d'identification des différents lots sont affichées en salle de repos des opérateurs. Bien que les mesures soient mises en œuvre, les dispositions de l'article 2.1 (légèrement modifiées pour retirer la prescription liée à la mise en sécurité) sont conservées dans l'arrêté car elles doivent être maintenues dans le temps. |
| Type de suites proposées : Avec suite |
| Proposition de suites : Proposition de mise en demeure |

N° 2 : Eléments justificatifs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 23/06/2023, article 2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : 2.2 - Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées. |
| Constats : Des panneaux et des piges de hauteur ont été installés. De nouvelles modalités de ronde la veille de jour non travaillé ont été mises en place. Les cases de stockage ont été nettoyées. Les allées sont dégagées et font l'objet d'un nettoyage tous les soirs. Par conséquent, les éléments communiqués ci-dessus permettent de rendre inutile la signature du projet d'arrêté préfectoral en ce qu'il porte dans son article 2.2. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Suspension d'activité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 23/06/2023, article 2.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : 2.3 - L'activité du site est suspendue tant que ces actions n'ont pas été réalisées. |
| Constats : Au regard des éléments développés ci-dessus, l'ensemble des conditions est d'ores-et-déjà réuni pour qu'une telle mesure, si elle devait être adoptée, soit levée. Un tel arrêté préfectoral serait alors privé d'effet utile. Par conséquent, les éléments communiqués ci-dessus permettent de rendre inutile la signature du projet d'arrêté préfectoral en ce qu'il porte dans son article 2.3. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Classement de l'incident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 23/06/2023, article 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Fiche BARPI |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant procède sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté au classement de l'accident dans l'échelle européenne des accidents. |
| Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection par courrier du 7 juillet 2023 la justification du classement de l'accident tel qu'exigé : <ul style="list-style-type: none">- matières dangereuses relâchées : 0- conséquences humaines et sociales : 0- conséquences environnementales : 0- conséquences économiques : 0 Nota : le compost et le refus calciné ont été remis dans le process. Il n'y a pas eu de perte économique mais par contre une perte de temps. Cette transmission a pour effet de rendre caduque toute signature d'un tel arrêté comprenant une telle mesure, lequel serait alors privé d'effet utile. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Rapport d'incident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 23/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Fiche BARPI |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, un rapport sur l'accident survenu les 29 et 30 mai 2023 sur des casiers de stockage de compost fini et de refus de tri.</p> <p>Ce rapport précise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• les circonstances de l'accident,• la description chronologique précise des faits lors de l'accident,• les causes de l'accident (analyse de l'origine des différents dysfonctionnements et de l'enchaînement des événements),• la nature et l'extension des conséquences : effets sur les personnes et l'environnement,• les mesures mises en œuvre pour réparer les atteintes à l'environnement,• les conséquences économiques (type et montant des dommages matériels, pertes d'exploitation ...),• la présentation des mesures techniques et organisationnelles existantes sur l'installation concernée par l'incident,• les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures,• l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et/ou organisationnelles pour éviter un incident / accident similaire ou en réduire la probabilité et/ou la gravité des effets associés,• un échéancier de mise en œuvre des mesures techniques et/ou organisationnelles éventuellement prévues,• la justification de la mise en œuvre des nouvelles mesures éventuelles. <p>Le rapport d'accident, et notamment les éléments relatifs à l'identification des causes de l'accident et les mesures prévues en conséquences, est complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.</p> <p>Ce rapport inclut les résultats des analyses des eaux d'extinction incendie qui sont compatibles avec un épandage.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courrier du 7 juillet 2023, l'exploitant a transmis le rapport d'incident répondant à l'ensemble des conditions exigées dans ledit article.</p> <p>Toutefois ce dernier ne contient pas les résultats des analyses des eaux d'extinction incendie démontrant qu'elles sont compatibles avec un épandage.</p> <p>Voir annexe 2</p> <p>Dans la mesure où la prescription de l'article 4 n'est pas totalement respectée et au regard des éléments précités, le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence est modifié en ce qui concerne le libellé de l'article 4 initialement proposé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 6 : Mise à jour de l'étude de dangers

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 23/06/2023, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, EDD |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En application de l'article R. 512-9 du Code de l'environnement, l'exploitant mettra à jour son étude de dangers en y intégrant le retour d'expérience issue de l'accident survenu les 29 et 30 mai 2023. |
| Constats : L'article 5 du projet d'arrêté préfectoral exige une mise à jour de l'étude de dangers évoquée au titre de l'article R. 512-9 du Code de l'environnement. L'exploitant tient à rappeler que l'article R. 512-9 du Code de l'environnement est abrogé depuis la publication du Décret 2017-81 du 26 janvier 2017. Toutefois le II de l'article R. 515-98 du Code de l'environnement précise : "[...] <i>L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 fait l'objet d'un réexamen au moins tous les cinq ans et d'une mise à jour si nécessaire. Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour : [...] à la suite d'un accident majeur</i> ". L'exploitant indique qu'il va procéder à la mise à jour de son étude des dangers. A cet effet, un premier contact a été pris avec un bureau d'étude spécialisé pour l'assister dans la mise à jour du document. Cette étude pourra être transmise à échéance du 1er trimestre 2024. Toutefois il n'avait été demandé à l'exploitant de refaire toute son étude de dangers (même si les modifications des cases de stockage qu'il compte entreprendre va le rendre nécessaire), mais il avait "juste" à intégrer les conclusions tirées du départ de feu des 29 et 30 mai 2023 dans la partie REX. En attendant, une première partie de l'étude de dangers remise à jour sera intégrée au dossier de porter-à-connaissance qui sera déposé au plus tard début octobre 2023 et portant sur la mise en conformité du site pour les cases de stockage (cf. Plan projet en annexe 3). Dans la mesure où la prescription de l'article 5 n'est pas encore respectée et au regard des éléments précités, le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence est modifié en conservant le libellé de l'article 5 initialement proposé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Remise en service de l'installation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 23/06/2023, article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, fonctionnement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la remise en service des installations, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées les compte-rendus des diagnostics réalisés dans la zone impactée par le sinistre, accompagnés d'un programme d'actions de mise en conformité, ainsi que d'une attestation de conformité délivrée par un organisme compétent validant la réalisation des travaux de mise en conformité pour les équipements et matériels dont la défaillance pourrait présenter des risques pour la sécurité des personnes et pour la préservation de l'environnement. Les diagnostics portent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- sur la vérification des caractéristiques des murs des casiers atteints par le sinistre et de tous les autres présents sur les aires de stockage du site (en intérieur et en extérieur) ;- sur le nettoyage et la vérification de l'étanchéité du sol de la zone impactée par le sinistre. <p>Aucun compost ou refus de tri n'est réceptionné et stocké sur la zone impactée par le sinistre sans l'accord préalable de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le programme d'actions de mise en conformité des cases de stockage est assorti d'un échéancier qui sera soumis à la validation de l'Inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a dégagé et nettoyé les zones impactées par l'incendie (photos n°2c, 2d et 2e de l'annexe 1).</p> <p>Au niveau de la zone de stockage extérieure, quelques murs présentaient des blocs de béton potentiellement dangereux retenus par le ferrailage. Ces blocs ont été supprimés (photos 5a et 5b de l'annexe 1).</p> <p>Les compte-rendus des diagnostics réalisés dans la zone impactée par le sinistre n'ont pas été transmis.</p> <p>Concernant la zone de stockage à l'arrière du site, il est prévu de supprimer tous les murs et de les remplacer par des murs de type " bloc béton" conformes en termes de résistance au feu et en termes de sécurité. La hauteur des murs sera suffisante pour éviter que les différents lots de matière ne se touchent. Les murs seront implantés de façon à respecter la distance d'éloignement de 8 m (plan du projet en annexe 3).</p> <p>Le planning de l'opération est présenté ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none">• juillet / août 2023 : consultation pour la réalisation d'une étude géotechnique et la rédaction du cahier des charges Génie civil ;• septembre 2023 : réalisation de l'étude géotechnique et consultation des entreprises de Génie civil ;• octobre 2023 : consultation des entreprises installant les moduloblocs ;• novembre 2023 : négociation des offres et validation des devis ;• décembre 2023 à fin avril 2024 : réalisation de l'ensemble des travaux ;• mai 2024 : mise en service des nouvelles alvéoles de stockage. |

Concernant l'intérieur du bâtiment, les murs les plus fragiles, c'est-à-dire les murs des fosses, sont en cours de rénovation (photos n° 6 de l'annexe 1).

Ces travaux sont réalisés par l'entreprise LOGITRAVAUX. Ils vont se dérouler en 2 phases et seront achevés au plus tard fin septembre 2023, notamment à cause du temps de séchage du béton qui est d'environ 3 semaines.

Dans la mesure où la prescription de l'article 6 n'est pas encore respectée et au regard des éléments précités, le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence est modifié en conservant le libellé de l'article 6 initialement proposé.

Observation :

L'exploitant veillera, pour tous les travaux effectués au niveau des cases de stockage (qu'elles soient intérieures ou extérieures), à transmettre une attestation de conformité délivrée par un organisme compétent validant la réalisation des travaux de mise en conformité pour les équipements et matériels dont la défaillance pourrait présenter des risques pour la sécurité des personnes et pour la préservation de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Gestion des eaux d'extinction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 23/06/2023, article 7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, eaux d'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les documents justifiant de l'évacuation ou de l'élimination sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception. |
| Constats : Afin d'éteindre l'incendie survenu sur l'installation, les pompiers ont utilisé la réserve d'eau incendie disponible sur le site (eaux pluviales). Cette eau a été en contact avec du bois et du compost. Cette eau a ensuite été récupérée dans la lagune L5, tout comme l'eau issue des précipitations en temps normal car ces stockages sont situés en extérieur. L'exploitant a indiqué qu'un échantillon a été prélevé et envoyé en laboratoire afin de s'assurer de la possibilité d'éliminer ces eaux d'extinction dans le cadre du plan d'épandage de l'établissement, comme toutes les eaux de pluie et de ruissellement de la zone située à l'arrière du site. L'exploitant a communiqué par courriel du 11 juillet les résultats d'analyse démontrant que les eaux d'extinction contenues dans la lagune 5 répondent aux critères d'admissibilité pour être épandues (cf. Rapport AUREA n°EREL23044295 – EAU/1S91/μL5/23/06/E01 du 23 juin 2023). Cette transmission a pour effet de rendre caduque toute signature d'un tel arrêté comprenant une telle mesure, lequel serait alors privé d'effet utile. |
| Type de suites proposées : Sans suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 23/06/2023, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits par le sinistre sont temporairement stockés sur une zone étanche et dans des conditions permettant de récupérer les eaux pluviales.</p> <p>Ces déchets sont soit traités sur le site dans des conditions définies en accord avec le service d'inspection des installations classées, soit directement évacués vers une installation dûment autorisée à recevoir lesdits déchets.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs de ces prises en charge conformes.</p> <p>Les déchets issus du sinistre ne sont stockés sur site que pour une durée maximale de 2 semaines après notification du présent arrêté préfectoral.</p> <p>Au-delà de ce délai, les déchets devront être évacués conformément aux dispositions précédentes.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'incendie a généré des cendres et du bois brûlé.</p> <p>Ces matières organiques sont acceptables dans la composition des composts du site et présentent un intérêt agronomique justifiant leur retour au stock. En effet le site reçoit déjà des cendres de chaufferie pour les valoriser sous forme de compostage.</p> <p>Aussi, l'exploitant a réintégré les quelques kilos de déchets générés par le départ de feu dans son process de compostage rendant l'article 8 du projet d'arrêté préfectoral caduc.</p> <p>Par conséquent, il est demandé de renoncer à la signature du projet d'arrêté préfectoral sur ce point du fait de sa caducité.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 23/06/2023, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, AM |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter : 9.1 - les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé : <ul style="list-style-type: none">• en mettant en place un extincteur de grande capacité ou un RIA au niveau de la zone du stockage de compost fini et de refus de tri ;• en mettant en place une surveillance du site pour détecter tout départ d'incendie et un dispositif d'astreinte en tout temps efficace. Le délai de mise en conformité est de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté. 9.2 - les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé : <ul style="list-style-type: none">• en revoyant l'organisation de son site afin qu'aucune aire de l'installation de compostage ne soit située à moins de 8 mètres des limites de propriété. Le délai de mise en conformité est de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. 9.3 - les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé : <ul style="list-style-type: none">• en séparant bien distinctement les différents lots de compost fini afin d'en assurer la traçabilité. Le délai de mise en conformité est de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Constats : <u>Concernant l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 :</u> L'extincteur grande capacité normalement en place à proximité de la zone de stockage du compost a été utilisé le jour de l'incendie. Il n'avait pas encore été remplacé le jour de l'inspection du 5 juin 2023. La société DESAUTEL est intervenue sur site le 28 juin 2023 et a complété le parc existant avec 2 extincteurs grande capacité supplémentaires. Ainsi 3 extincteurs grande capacité se trouvent au niveau du stockage du compost fini et du refus (cf. Annexe 4). Le plan de localisation des extincteurs a été mis à jour. Le site dispose d'une caméra thermique portative FLUKE. Un mode opératoire est déjà en place. Dorénavant, la veille des jours fériés ou de week-end, une ronde d'inspection sera réalisée pour vérifier l'absence de températures anormalement élevées. L'exploitant a sollicité l'entreprise qui a réalisé l'installation de la centrale de détection pour ajouter des caméras afin de couvrir l'arrière du site. A terme, le système permettra d'alerter par SMS les salariés en cas de détection incendie. Ainsi 3 salariés habitant à proximité du site ont été désignés dans le système d'astreinte.Ce dispositif devrait être opérationnel fin septembre 2023. Dans la mesure où une des prescriptions de l'article 9.1 n'est pas encore respectée et au regard des éléments précités, le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence est modifié en ce qui concerne le libellé de l'article 9.1 initialement proposé. |

Concernant l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 :

Concernant le respect de la distance de 8 mètres entre les aires de l'installation et la limite de propriété, dans le cadre de la remise en état de l'aire de stockage (voir ci-dessus article 6), les nouveaux murs seront implantés de telle sorte à respecter cette distance.

Néanmoins, au regard du délai nécessaire pour réaliser ces travaux, l'exploitant ne sera pas en mesure de tenir le délai de 3 mois prescrit dans le projet d'arrêté.

Raisonnablement, un délai de 12 mois serait nécessaire (voir planning ci-avant) en intégrant par ailleurs un aléa météorologique et un aléa technique lié à la portance de la dalle. En effet, l'installation de murs Modulobloc nécessite la réalisation d'études et de diagnostics sur la dalle existante notamment pour vérifier sa capacité de portance.

Dans la mesure où la prescription de l'article 9.2 n'est pas encore respectée et au regard des éléments précités, le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence est modifié en conservant le libellé de l'article 9.2 initialement proposé mais intégrant un délai plus long (12 mois au lieu de 3).

Concernant l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 :

Concernant le stockage par lot, c'est déjà bien le cas actuellement afin de respecter la traçabilité dans le cadre de la fabrication d'un compost normé.

Dans l'hypothèse où certains tas seraient à cheval sur deux cases, il s'agira du même lot unique dont la taille nécessite d'être stocké dans deux cases voisines.

L'instruction du dossier de porter-à-connaissance que l'exploitant s'est engagé à déposer avant début octobre 2023 et relatif à la modification des conditions de stockage des déchets et du compost sur le site donnera lieu à la signature d'un arrêté préfectoral complémentaire qui intégrera le rétro-planning proposé par l'exploitant.

Il est demandé de ne pas procéder à la signature du projet d'arrêté préfectoral en ce qu'il porte dans son article 9.3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois